RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

CIRCONSCRIPTION DE LARGENTIÈRE

Parti Socialiste S.F.I.O.

Citoyennes, Citoyens,

Le 23 novembre 1958, vous êtes appelés à élire un Parlement nouveau.

Les évènements du 13 mai en Algérie, le trouble profond créé en France par le jeu de massacre des gouvernements successivement abattus par l'opposition unie de l'extrême droite et de l'extrême gauche, capables de se coaliser pour démolir, incapables de reconstruire ensuite, ont créé un climat dans lequel la République a failli sombrer.

Dans cette tourmente, le Parti Socialiste, seule formation cohérente et organisée dans ce pays, a joué un rôle essentiel de sauvegarde.

L'action du Général de Gaulle se serait peut-être orientée différemment si le Parti Socialiste, et ses forces intactes, n'avaient pas été là.

Cela, notre Parti vous demande de le méditer.

Aujourd'hui, dans un climat meilleur, mais lourd encore de menaces, il se présente à vous, comme par le passé, loyalement, en dehors des basses manœuvres électoralistes.

Il se présente à vous, avec son organisation solide, ses cadres éprouvés, et il reste, face à la meute déchainée des ambitieux, le seul soutien valable de cette future République, que nous voulons construire avec vous.

Il se présente à vous avec un programme simple et clair, résumé en quelques phrases.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Maintien du volume de la production et du plein emploi.

Lutte contre la crise économique qui s'amorce.

Etablissement et mise en fonction d'un plan de modernisation et d'équipement, tenant compte des nécessités du Marché Commun.

Equitable répartition du revenu national, sécurité du travail et de la vieillesse, juste répartition des charges.

L'accélération des programmes de logements, le développement des H.L.M., l'accession à la propriété.

L'AMENAGEMENT DE LA FISCALITE, afin d'établir la justice devant l'impôt, d'éviter les fraudes d'un capital puissant et anonyme qui a réussi jusqu'à ce jour à faire payer ses additions par les autres (qu'ils soient artisan, petit commerçant, fonctionnaire, employé, ouvrier, paysan ou rentier).

SUR LE PLAN DE L'ALGERIE. — Tout d'abord, restitution de la prééminence au pouvoir Civil, mise de l'Armée au service de la Nation.

Recherche de la coexistence harmonieuse des deux communautés, et d'abord d'un cessez-le-feu accompagné de garanties réciproques.

Négociation avec les représentants qualifiés de la population sans aucune exclusive. Cette politique, qui est aujourd'hui celle du gouvernement de de Gaulle, sera soutenue sans défaillance et ardemment par le groupe socialiste.

SUR LE PLAN DE L'OUTRE-MER. — Libération économique et politique des peuples, libération de chaque être humain, seules conditions qui permettront dans la Communauté prévue à la Constitution une union profitable de la France et des territoires d'outre-mer.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL. — Effort accru pour le désarmement simultané et contrôlé. — Arrêt contrôlé des expériences nucléaires. — Poursuite de la construction de l'Europe, et maintien du système de sécurité collective.

EN MATIERE AGRICOLE. — Une politique à long terme, élaborée après consultation des représentants de la profession et maintenant le principe de l'indexation des produits agricoles par rapport aux prix industriels et aux salaires.

— Le soutien des exploitations familiales agricoles, même les plus petites, car elles sont les plus nombreuses et elles assurent l'équilibre indispensable à notre peuple.

— La réalisation rapide des assurances sociales agricoles pour tous les exploitants et l'étude équitable de leur financement.

— L'arrêt du déséquilibre grave né de la disproportion entre l'aide apportée à l'industrie et l'aide, insuffisante, apportée à l'agriculture.

— La poursuite par conséquent de l'effort de modernisation des conditions de vie par l'électrification, les adductions d'eau, les chemins, l'habitat rural, le développement de la vulgarisation et de l'enseignement agricoles, les prêts à long terme et à bas intérêt.

SUR LE PLAN SOCIAL. — Pour les jeunes, une politique de la jeunesse comportant notamment :

— l'amélioration de l'orientation et de la formation technique professionnelle ;

— les prêts aux jeunes ménages ;

— la réorganisation des bourses aux familles, afin que les fils d'ouvriers et de paysans puissent accéder à tous les ordres de l'enseignement, y compris le supérieur ;

— la poursuite des constructions scolaires, la création de classes et l'amélioration du recrutement du personnel enseignant, mesures qui permettront de faire face à l'augmentation de la natalité ;

— le maintien de la laïcité de la République, dans le respect sincère et profond des croyances de tous.

— la défense des droits des Anciens Combattants.

~~~

Mais un programme n'est rien si les hommes qui le proposent ne sont pas d'abord décidé à consacrer toutes leurs forces à la défense permanente des intérêts départementaux. Sur ce plan, amis et adversaires, par delà les oppositions politiques, rendront hommage à notre Camarade Jean PALMERO, pour le dévouement et la compétence avec lesquels il a servi l'ARDECHE.

Tous les élus municipaux ou cantonaux, quelle que soit leur étiquette politique, sont au courant de son action. Cette action lui a permis d'obtenir du pouvoir central une augmentation généralisée et importante, portant sur plusieurs dizaines de millions, du plafond des subventions d'Etat en 1957, seul moyen valable d'augmenter les programmes de travaux, tant d'adduction d'eau, que d'électrification et de construction de chemins.

~~~

C'est ainsi qu'un élu agit dans notre Grand Parti fait de Justice, de Fraternité et de Tolérance. Ce fut ma ligne de conduite en 1936, lorsque je fus l'élu socialiste de la 1ère Circonscription de la Ville d'Oran.

Ce fut également la même lorsque, pendant 15 ans, j'eus l'honneur de représenter au Conseil général de cette grande cité la classe ouvrière et républicaine qui m'avait fait confiance.

Depuis 18 ans que j'ai élu domicile dans ma ville natale d'Aubenas, pratiquant la grande religion du Bien, ma porte a été largement ouverte à tous ceux qui, sur divers plans, ont eu besoin de mes services désintéressés, sans me soucier un instant des opinions politiques ou philosophiques de chacun.

Les Vieux Travailleurs aux ressources insuffisantes, les jeunes sans emploi, les victimes du travail, de la misère et de l'injustice ont toujours trouvé aide et protection auprès de moi.

Mais laissons là ma personne et regardons ensemble la situation. La dernière crise ministérielle, la 22e du règne de la IVe République, a conduit au bord de l'abîme et de la guerre civile le pays de la Grande Révolution Française.

Ce que nous pouvons affirmer, c'est que la IVe République est morte de l'instabilité gouvernementale, de la multiplicité des Partis et de la collusion criminelle des extrémistes de gauche et de droite.

Voilà pourquoi la Consultation du 28 septembre a, par une majorité écrasante, répondu « Non » au passé et « Oui » à l'avenir.

J'affronte la bataille électorale avec, comme suppléant, un jeune camarade et ami, Jean FARAVEL, militant d'avenir, Educateur laïque, profondément attaché à notre doctrine et dévoué de toute son âme à la noble cause des travailleurs.

Pour de Gaulle, autant qu'on en puisse juger, le but est clair : servir une fois de plus l'intérêt national en maintenant la République qu'il n'a jamais, d'ailleurs, voulu personnellement abattre, alors que l'occasion lui a été offerte à plusieurs reprises.

Pour les Socialistes, il s'est agit de saisir cette possibilité offerte à un moment où tout semblait perdu. Alors que des résultats appréciables ont déjà été obtenus, *il s'agit, plus que jamais, de continuer notre combat, de grouper autour de nous la plus grande masse possible de Socialistes, de Républicains, de Démocrates sincères, afin que ceux-ci PORTENT LE PARTI A L'AVANT-GARDE DE LA Ve REPUBLIQUE.*

Electrices et électeurs, tout cela dépend de vous et *DE VOUS SEULS.*

Que l'immense majorité des Français et des Françaises, jeunes et anciens, fassent derrière la République retrouvée le bloc sans fissure d'un peuple libre, qui retrouvera dans le bonheur son Unité, sa Puissance et sa Paix.

Et demain comme hier, vous direz « OUI A LA FRANCE » et *« OUI A LA REPUBLIQUE »* en déposant dans l'urne *le bulletin Socialiste.*

LE CANDIDAT :

Marius DUBOIS,

Ancien Député,

Président de la Fédération départementale des Vieux Travailleurs

LE REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean FARAVEL,

Secrétaire adjoint de la Fédération Socialiste.

Imprimerie HUMBERT & FILS — Largentière (Ardèche)

Novembre 1958